



Prise de position commune contre la recentralisation et pour un territoire de projet cohérent

Orléans, le 25 juin 2014

Les 6 Associations Départementales de Maires de la Région Centre ont décidé de se réunir le 25 juin 2014 à Orléans afin de faire entendre la voix des 2000 communes qu'elles représentent sur le projet de réforme territoriale.

Cette réforme des périmètres comme des compétences de nos collectivités locales ne saurait entrer en vigueur sans que les représentants du bloc communal, qui constitue le socle stable, solide et efficace de l'organisation territoriale de la République, soient pour le moins consultés !

La position qu'affirment aujourd'hui les Associations Départementales de Maires, toutes fondées sur les mêmes principes **de pluralité, d'union et de solidarité**, va bien au-delà de toute appartenance politique.

Solennellement, alors que s'ouvrira le 1^{er} juillet le débat parlementaire concernant le découpage des Régions :

- **Nous exprimons notre profond mécontentement concernant la précipitation qui a conduit à proposer un bouleversement de notre carte administrative sans concertation préalable**, dans un apparent mépris tant des élus locaux que des agents territoriaux et plus généralement des citoyens attachés à leurs territoires. Nous sommes convaincus qu'une fusion de structures, que ce soit à l'échelle intercommunale, à l'échelle départementale ou à l'échelle régionale, ne peut être fructueuse si elle est imposée et contraire aux affinités historiques, géographiques, économiques et culturelles !
- Nous déplorons que la question des compétences données à chaque niveau de collectivité ne soit traitée qu'après la question des délimitations des territoires qui les exerceront alors que **cette répartition des compétences constitue le préalable essentiel à tout schéma d'organisation efficient**.
- **Nous réaffirmons le rôle essentiel du bloc communal dans le maintien des services publics de proximité et la défense de la richesse et de la diversité de nos territoires**. Son maillage territorial et la confiance dont jouissent généralement ses représentants constituent une valeur irremplaçable, particulièrement en période de crise !


- **Nous refusons la proposition unanimement rejetée de fusion de la région Centre avec le Limousin et le Poitou-Charentes.** Cette proposition n'a aucun sens et ce pour plusieurs raisons :
 - o elle ne correspond à aucune réalité historique, géographique ou économique ;
 - o cette région serait la plus étendue de France avec 82 000 km² (soit la taille de l'Autriche) et l'une des plus pauvres en termes de PIB par habitant ;
 - o elle ne correspond à aucune coopération actuelle, tant les filières économiques, les formations, les stratégies d'innovation, les schémas de développement sont divers.

- Nous prenons acte de la position largement portée en Région Centre, au-delà des appartenances partisans, tant par les parlementaires, que par les représentants de la Région, des Départements, des conseils communautaires ou municipaux et par les forces vives associatives et sociales, en faveur d'une **alternative fondée sur la cohérence d'un territoire, sur une réalité géographique et économique, sur la solidarité avec les territoires du Sud.**

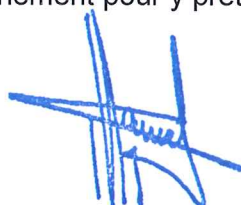
- Nous défendons une proposition de rapprochement définissant un territoire de projet cohérent, homogène, dynamique et porteur d'avenir pour les habitants des communes que nous représentons.

- Au moment où le Gouvernement annonce une baisse supplémentaire sans précédent de plus de 11 milliards d'euros des concours de l'Etat aux collectivités, nous appuyons la demande de l'Association des maires de France qui réclame une **évaluation financière et une remise à plat de ce projet.** Celui-ci doit véritablement **aboutir à l'objectif de maîtrise des dépenses publiques sans porter atteinte aux services publics de proximité, à la croissance économique et aux emplois non délocalisables développés par les collectivités locales.**

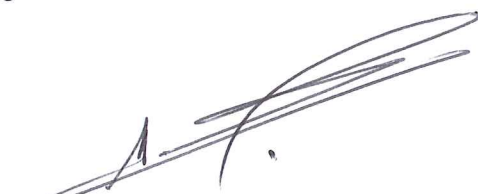
- Nous comptons sur l'ensemble des parlementaires de notre Région et sur l'Association des maires de France pour porter une position commune lors du débat qui s'ouvre et sur le Gouvernement pour y prêter la plus grande attention.

po


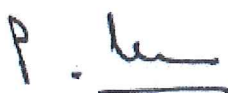
Rémy POINTEREAU
Président de l'Association
des Maires du Cher



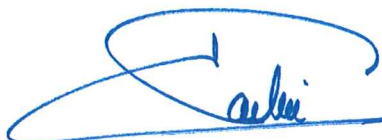
Gérard HAMEL
Président de l'Association
des Maires de l'Eure-et-Loir



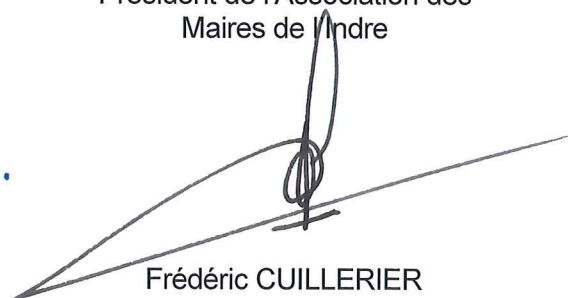
Michel BLONDEAU
Président de l'Association des
Maires de l'Indre



Pierre LOUAULT
Président de l'Association
des Maires de l'Indre-et-Loire



Philippe SARTORI
Président de l'Association
des Maires du Loir-et-Cher



Frédéric CUIILLERIER
Président de l'Association
des Maires du Loiret